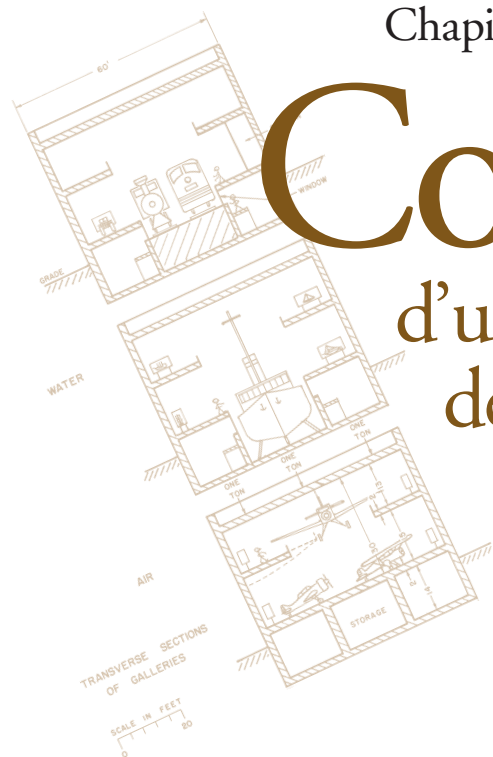


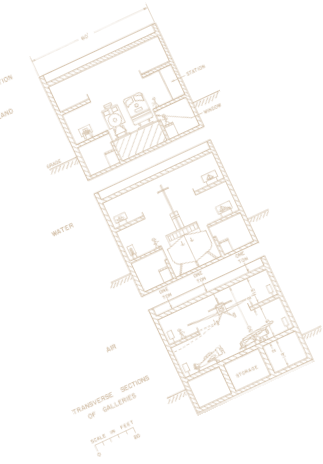
Chapitre 2

Construction d'un musée national des sciences et de la technologie



En octobre 1966, la secrétaire d'État Judy LaMarsh nomme David Baird directeur de la nouvelle Direction des sciences et de la technologie du Musée national. M. Baird reçoit alors le même statut officiel que les directeurs des directions d'histoire naturelle et d'histoire de l'homme, mais il n'est responsable d'aucun musée. Il obtient un bureau dans l'édifice commémoratif Victoria ainsi que le mandat d'esquisser ce à quoi ressemblerait un nouveau musée et de déterminer ce dont il aurait besoin pour réaliser ce projet. À ce point-ci, il est difficile de dire si les représentants du Secrétariat d'État du Canada ont l'intention de procéder à la mise en œuvre d'un tel projet dans l'immédiat. En fait, le mandat que confie le sous-secrétaire d'État G. G. E. Steele à M. Baird (comme le racontera ce dernier) pourrait être interprété comme une stratégie de développement à long terme qu'on appellerait aujourd'hui un exercice de visualisation¹. Il semble qu'on veuille que les représentants du Secrétariat d'État cherchent du financement à long terme et des locaux pour mettre sur pied cette institution pendant que M. Baird s'affaire à élaborer un concept de construction d'un nouveau musée et à établir une collection.

¹ Entrevue avec Baird, enregistrée sur bande magnétoscopique, vers 1984. Musée des sciences et de la technologie du Canada, bande-bibliothèque n° 0336.



Toutefois, M. Baird ne pourra réfléchir bien longtemps à ce projet. Quelques mois seulement après sa nomination, les représentants du Ministère trouvent un immeuble qui peut, selon eux, accueillir temporairement un musée : un entrepôt du boulevard Saint-Laurent construit pour la boulangerie locale Morrison-Lamothe, dont l'entreprise propriétaire n'a plus besoin². L'entrepôt offre un espace utile de 11 000 mètres carrés et occupe un terrain d'environ 12 hectares³.

L'édifice devient disponible au moment opportun. Effectivement, en cette année du centenaire du Canada, le gouvernement fédéral est enthousiaste à l'idée de faire des ajouts à sa liste de projets de célébration. Qui plus est, comme la proposition de construction d'un nouveau musée national au parc de la Confédération a été annulée, le Secrétariat d'État du Canada a hâte de démontrer qu'il n'a pas renoncé entièrement à son engagement à l'égard de l'institution. Ces facteurs, jumelés aux efforts de lobbying déployés par les comités de soutien au projet de musée et les comités connexes, ainsi que la nécessité de trouver plus d'espace de rangement pour les collections grandissantes de l'ensemble des directions du Musée, contribuent à la décision de M. Steele de mettre à la disposition de M. Baird l'édifice Morrison-Lamothe pour accueillir le nouveau Musée national des sciences et de la technologie. Le mandat est alors assorti d'une seule condition : le Musée doit ouvrir ses portes avant 1967.

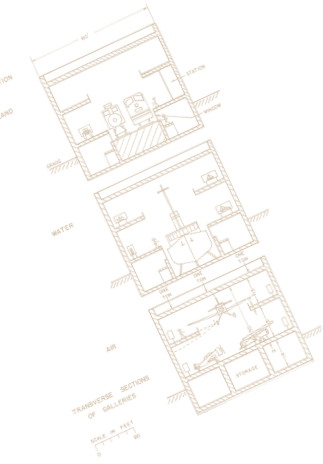
*... pour l'instant le
Musée est un projet
« improvisé »...*

Toujours à l'affût de défis, M. Baird accepte la proposition et l'échéance, tout en insistant pour que le gouvernement lui fournisse un budget raisonnable et le personnel nécessaire. M. Steele accepte, semble-t-il, ces conditions en consentant un budget initial d'environ 80 000 \$⁴. L'accord conclu, M. Baird reçoit plus ou moins carte blanche pour concevoir, dessiner et construire le Musée national des sciences et de la technologie, ce qu'il fait précisément.

² Selon Grete Hale, fille de G. Cecil Morrison et nièce de Dick Lamothe, la boulangerie Morrison-Lamothe, qui éprouvait des difficultés financières, avait dû vendre son tout nouvel édifice pour demeurer solvable. Iris Wilson, profil, « Grete Hale : Her Life and Times as a Contributor Extraordinaire », *Fifty-Five Plus Magazine* 18, n° 7 (mai-juin 2007), p. 16.

³ La date précise n'est pas connue, mais le 25 janvier 1967, Baird avait déjà répondu à la demande de Steele de préparer un plan d'utilisation de l'édifice. Note, Baird à Steele, « Proposed Uses for the Morrison Lamothe Building », 25 janvier 1967. Musée des sciences et de la technologie du Canada, dossier A-4000-6.

⁴ Entrevue avec Baird, bande n° 0336.



Une renaissance culturelle

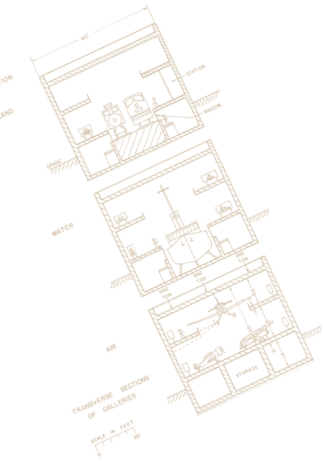
La pression inhérente à l'échéance de 1967 acceptée par M. Baird contraint celui-ci à adopter une approche rigoureusement pragmatique pour mettre sur pied le nouveau Musée. Il doit produire rapidement plusieurs expositions en utilisant les collections à sa disposition ou celles qu'il peut rassembler à courte échéance. Ainsi, dans l'immédiat du moins, il lui faut faire certains compromis sur le contenu et la présentation. Par exemple, les premières expositions ne pourront pas couvrir l'ensemble des domaines scientifiques ou technologiques qui sont ou ont été importants au Canada⁵. Les expositions pouvant être préparées à temps pour l'ouverture ne seront pas nécessairement d'envergure ou élaborées. Bien que M. Baird admette que pour l'instant le Musée est un projet « improvisé », il ne perd jamais de vue l'objectif plus général : créer un musée d'un genre nouveau qui jouerait un rôle culturel et éducatif essentiel dans la société canadienne.

Les musées nationaux du Canada

Malgré sa préoccupation de réussir à ouvrir le nouveau Musée avant 1967, M. Baird ne peut se permettre de faire abstraction des difficultés plus importantes auxquelles font face les musées en général au Canada, et plus particulièrement le Musée national. Alors que M. Baird et son personnel s'affairent à transformer l'édifice Morrison-Lamothe, le gouvernement fédéral tente d'élaborer une approche systématique et globale à l'égard de la culture, y compris les musées. Cette quête vers l'établissement d'une politique culturelle cohérente est orientée par deux ensembles de recommandations parfois incompatibles. Dans son rapport de 1951, la Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, des lettres et des sciences au Canada, soit la Commission Massey, incite le gouvernement à accorder plus d'importance à la culture, l'exhortant de mettre sur pied et de subventionner des institutions et des agences canadiennes dans le but de préserver, de diffuser et de promouvoir les réalisations du Canada dans le domaine des arts et des sciences. Selon les commissaires, ce projet permettrait à un plus grand nombre de Canadiens de se connaître et de connaître leur pays. Qui plus est, il favoriserait la création d'une nation plus indépendante, unie et prospère.

Pour que le Musée national contribue de manière efficace à ce projet ambitieux, la Commission Massey insiste sur l'importance d'accorder beaucoup plus d'attention aux expositions, à l'éducation et à la diffusion générale de l'information au public. Toutes ces fonctions cadrent avec le mandat

⁵ Baird à Steele, 25 janvier 1967. Voir également le commentaire, « Science Museum Offers Challenge to Professions », *Chemistry in Canada*, janvier 1968, p. 9.



du Musée, mais comme le soulignent gentiment les commissaires, les efforts de collectionnement, de recherche et de publication ont nettement la priorité sur la sensibilisation du public : « les dix spécialistes des trois sections s'adonnent tout d'abord à la recherche scientifique » bien qu'ils offrent un certain appui aux travaux d'exposition et d'éducation. Cette situation ne peut continuer si l'on veut que le Musée national joue un rôle vital au chapitre du développement culturel du Canada. La recherche en établissement, y compris dans de nouveaux locaux comme un musée des sciences ou un jardin botanique, doit se poursuivre, mais elle doit également être en équilibre avec d'autres fonctions publiques cruciales⁶.

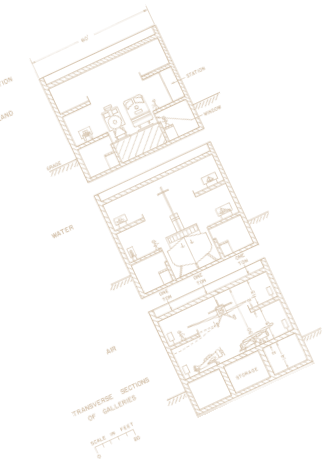
Au cours des années 1950 et 1960, la vocation culturelle nationaliste de la Commission Massey se consolide puisque nombre de Canadiens se préoccupent de plus en plus de la survie de leur nation aux prises avec la domination des États-Unis sur l'économie et la culture canadiennes ainsi que la montée du nationalisme québécois. En réponse à ces difficultés, le gouvernement fédéral s'efforce de consolider et de promouvoir la culture canadienne⁷. L'Expo 67 et les célébrations



Expo 67 : Le Canada a célébré ses 100 ans en organisant diverses activités d'un bout à l'autre du pays, notamment Expo 67 à Montréal et les Jeux panaméricains à Winnipeg. (MSTC/CN 67490-5)

⁶ Canada, Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, des lettres et des sciences au Canada 1949-1951 [Commission Massey], *Rapport* (Ottawa : Imprimeur du Roi, 1951), p. 107-108, 375-376. Les commissaires savaient que la recherche constitue une fonction critique et qu'elle sert de fondement à de nombreuses autres activités, y compris les expositions et les publications. Ils ne faisaient qu'avancer que la recherche devait, tout comme le travail du personnel technique, être davantage liée aux activités éducatives s'adressant au public. Ils supposaient que les mêmes principes s'appliqueraient au musée des sciences au moment de sa création.

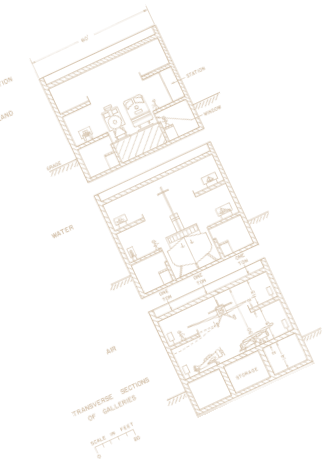
⁷ En 1963, le gouvernement de Lester B. Pearson formait la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme pour trouver des façons d'amener les Québécois à se sentir davantage Canadiens et pour contrecarrer la croissance du nationalisme au Québec. J. M. Bumsted, *The Peoples of Canada: A Post-Confederation History* (Toronto: Oxford University Press, 1992), p. 330-333. En juin 1963, Walter Gordon déposait son fameux budget nationaliste pour tenter, entre autres choses, de renverser la tendance du contrôle américain sur l'industrie canadienne. Donald Creighton, *Canada's First Century* (Toronto: Macmillan, First Laurentian Library Edition, 1976), p. 334. Également en 1964-1965, le gouvernement lançait une recherche pour un nouveau drapeau canadien qu'il a éventuellement adopté. Creighton, p. 336-337.



du centenaire tenues en marge servent à justifier nombre de projets culturels, et ce n'est que le commencement. Au milieu de 1968, un nouveau gouvernement libéral majoritaire et activiste arrive au pouvoir; la culture se voit devenir un outil important dans les efforts visant à maintenir l'unité nationale et à insuffler aux Canadiens un puissant sentiment d'appartenance et d'identité sur la scène mondiale. Pour atteindre ce but, il faut repenser et revigorer les musées de même que toutes les autres institutions culturelles fédérales.

L'enthousiasme du gouvernement à l'égard des projets culturels doit toutefois être tempéré par les réalités plus concrètes que sont les finances et l'administration. L'accroissement rapide du gouvernement et de la fonction publique au cours des décennies postérieures à la guerre (le gouvernement fédéral comptant 46 000 employés en 1939 comparativement à 228 000 en 1966) est à l'origine d'un réseau complexe de ministères, d'organismes et d'institutions dont les mandats et les responsabilités bien souvent se chevauchent. Pour remédier à cette situation, le gouvernement Diefenbaker met sur pied, en 1960, la Commission royale d'enquête sur l'organisation du gouvernement, sous la direction de J. Grant Glassco. Le mandat de la Commission est d'accroître l'efficacité et l'épargne au sein du gouvernement fédéral. Pour procéder à cette réforme, elle adopte une approche caractérisée par deux principes fondamentaux : la centralisation et l'intégration.

Malgré les différences entre les mandats des commissions, la Commission Glassco met l'accent sur le peu d'attention accordée au Musée national concernant l'un des mêmes points soulevés par la Commission Massey, c'est-à-dire le rôle de la recherche et ce qu'elle appelle la « fonction de vulgarisation scientifique » de l'institution. Les commissaires de la Commission Glassco font valoir que le gouvernement doit revoir la place de la recherche scientifique au sein du Musée national. Bien qu'ils reconnaissent que les chercheurs accomplissent des travaux importants dans nombre de domaines, ils soulignent également l'écart croissant « entre le personnel scientifique et les activités d'exposition et d'éducation du Musée ». Ils affirment qu'étant donné que les scientifiques « ne sont pas là pour apporter leur contribution aux expositions du Musée et la plupart d'entre eux préfèrent ne pas s'en occuper », le personnel chargé des expositions doit souvent chercher à l'extérieur de l'institution pour trouver les résultats de recherche nécessaires à la création d'expositions et d'autres programmes publics. Les expositions demeurent néanmoins essentielles au rôle du Musée, « [à] moins de ne servir que de simple abri à des collections d'objets ». Les commissaires concluent que le « Musée remplira d'autant mieux sa fonction de vulgarisation scientifique au moyen d'expositions lorsque, ne poursuivant plus de recherches pour son propre compte, il multipliera ses liens avec les organismes publics ou privés qui entreprennent des travaux de recherche dans certains domaines scientifiques ». Ainsi, les chercheurs pourraient « servir de



centre national autour duquel graviteraient les recherches indépendantes entreprises par les universités ou d'autres organismes privés » dans leurs disciplines particulières⁸.

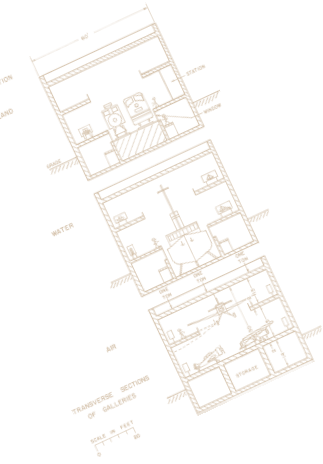
À l'instar de la Commission Massey qui l'a précédée, la Commission Glassco exercera une influence au-delà des recommandations spéciales relatives au Musée national. D'une part, la Commission Massey incitera le gouvernement à percevoir l'institution comme un outil précieux dans sa campagne visant à favoriser l'expression culturelle canadienne; d'autre part, la Commission Glassco définira son approche globale à l'égard de l'administration du Musée national et de ses successeurs. La convergence de ces influences serait à l'origine de la *Loi sur les musées nationaux*. Au moment de l'élaboration de la *Loi*, les représentants rejetteront le modèle autonome privilégié par de nombreux analystes et par les directeurs du Musée national et de la Galerie nationale, modèle qui confère à chaque direction une personnalité juridique entièrement distincte, épaulée par des conseils d'administration individuels et des directeurs relevant du Ministre. Le gouvernement opte plutôt pour une structure intégrée, dotée d'une corporation unique et d'un même conseil d'administration pour l'ensemble des musées. Cette corporation offrirait des services communs tels que des services d'administration financière, de gestion des ressources humaines, de gestion des locaux et de la sécurité, et exercerait la surveillance des finances générales de l'organisation sous le regard attentif du conseil d'administration. Quant aux directeurs, ils demeureraient responsables des activités de leurs institutions respectives. Le gouvernement est d'avis que cette structure favorise l'efficacité et la responsabilisation, tout en laissant aux directeurs suffisamment de souplesse et de liberté pour exercer leur jugement professionnel dans l'établissement des priorités et des politiques institutionnelles⁹.



En construction : Des employés du Musée assemblant la planète Terre, pièce qui faisait partie de la première exposition présentée en novembre 1967. (MSTC J 19243-8)

⁸ Canada, Commission royale d'enquête sur l'organisation du gouvernement, tome 4, Secteurs particuliers de l'administration [Commission Glassco], *Rapport* (Ottawa : Imprimeur de la Reine, 1963), p. 257-258. Malgré ces critiques, la définition traditionnelle de « musée », implicite dans cette analyse, restait une norme solide, par rapport à laquelle le Musée national des sciences et de la technologie était constamment jugé, et une norme recherchée par les établissements « nationaux » plus anciens.

⁹ Canada, *Loi établissant les Musées nationaux du Canada [Loi sur les musées nationaux]* (Ottawa : Imprimeur de la Reine, 1970), p. 5406.



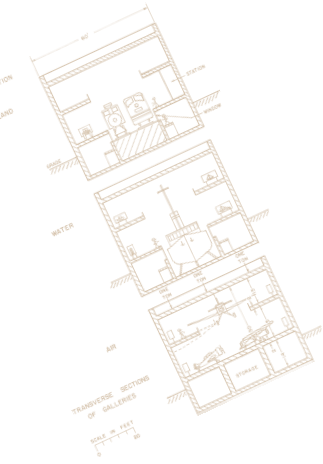
La structure organisationnelle centralisée créée par la *Loi sur les musées nationaux* est également importante du point de vue stratégique. Depuis la mise sur pied du Secrétariat d'État du Canada au milieu des années 1960, le gouvernement s'est montré résolu à élaborer une politique culturelle systématique et cohérente. Pour ce faire, il doit disposer des bons outils législatifs, c'est-à-dire des outils permettant un contrôle suffisant pour assurer la conformité à tous les objectifs fixés pour ses institutions culturelles. Ainsi, alors que la *Loi sur les musées nationaux* offre une interprétation très large et souple des objectifs envisagés pour une nouvelle corporation et des façons de les atteindre, la structure de la corporation permet au gouvernement de déterminer les paramètres d'interprétation du mandat organisationnel à la lumière de ses politiques et de ses priorités culturelles du moment¹⁰.

Le 1^{er} avril 1968, la *Loi sur les musées nationaux* entre en vigueur et prévoit une corporation unique, soit les Musées nationaux du Canada, regroupant la Galerie nationale du Canada, le Musée national de l'Homme (autrefois la Direction du Musée de l'Homme), le Musée national des sciences naturelles (autrefois la Direction du Musée canadien d'histoire naturelle) et le Musée national des sciences et de la technologie (autrefois la Direction des sciences et de la technologie). Cette corporation est régie par un conseil d'administration réunissant 14 membres et administrée par un secrétaire général. Les directeurs, qui agissent au nom du conseil d'administration, sont responsables des « activités » de leurs musées respectifs. Le secrétaire général, qui agit également au nom du conseil d'administration, s'occupe des « affaires de la corporation » dans tous les autres secteurs exclus de la compétence du conseil ou des directeurs. La corporation fournit à chaque musée un budget de fonctionnement et donne accès au compte d'achat de la corporation pour financer les activités de collectionnement, bien que ces achats doivent être approuvés par le conseil d'administration. Toutes les sommes reçues par les musées – dons ou revenus de location ou de ventes – sont versées dans un compte de la corporation¹¹.

Afin de répondre aux besoins de ces quatre institutions très différentes et de donner aux directeurs la souplesse dont ils ont besoin pour administrer leurs institutions individuelles, le gouvernement

¹⁰ Le *Rapport du Comité d'étude de la politique culturelle fédérale* [Comité Applebaum-Hébert] (Ottawa : Approvisionnement et Services Canada, 1982) présente une interprétation légèrement différente de la *Loi*, faisant valoir qu'il s'agissait de « réduire leur fardeau administratif [celui des quatre musées] et de rentabiliser les services » ainsi que de donner aux musées « plus de poids » auprès des organismes centraux. Voir p. 113-114.

¹¹ Deux postes au sein du conseil étaient réservés au directeur du Conseil des Arts du Canada et au président du Conseil national de recherches du Canada, nommés à leurs postes d'attache par le gouverneur en conseil.



formule la mission de la corporation de façon relativement générale. La nouvelle loi précise ce qui suit :

« La Corporation a pour fins de présenter les produits de la nature et les œuvres de l'homme ayant trait plus particulièrement au Canada, de façon à susciter dans tout le Canada, un intérêt à leur égard et à en propager la connaissance¹². »

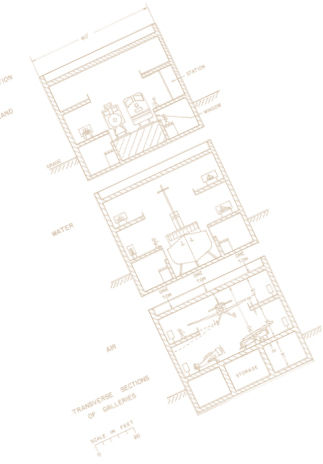
« Pour atteindre ces fins, la Corporation peut :

- a) collectionner, classer, conserver et exposer des objets se rapportant à ses fins;
- b) entreprendre ou patronner des recherches se rapportant à ses fins;
- c) organiser et patronner des expositions itinérantes d'articles faisant partie de ses collections, ou s'y rattachant;
- d) faire le nécessaire pour l'acquisition ou la publication et la vente au public de livres, plaquettes, répliques et autres articles ayant certains rapports avec ses fins;
- e) entreprendre ou patronner des programmes de formation dans les professions et les disciplines connexes à l'activité des musées;
- f) établir une liaison suffisante avec les musées et les universités en vue d'assurer une collaboration maximum de toute l'activité dans ce domaine, et à ces fins, établir un comité ou des comités conformément à l'article 13;
- g) assurer ou faire le nécessaire pour procurer des services techniques et professionnels à d'autres organismes dont les fins sont semblables à l'une ou plusieurs fins de la Corporation, selon les modalités que peut approuver le Ministre;
- h) d'une manière générale, faire et autoriser ce qui est accessoire ou favorable à la réalisation des fins de la Corporation et à l'exercice de ses pouvoirs¹³. »

Les changements administratifs résultant de la *Loi* sont appliqués immédiatement après sa promulgation. Aucune initiative politique majeure ne suivra à court terme et la corporation laisse les directeurs continuer leurs travaux selon les priorités qu'ils ont établies pour leurs différentes institutions. Toutefois, cette approche de laissez-faire ne durera pas très longtemps.

¹² *Loi sur les musées nationaux*, p. 5406.

¹³ *Loi sur les musées nationaux*, p. 5406-5407.



Les remous du changement

À l'arrivée de M. Baird à la Direction des sciences et de la technologie du Musée national, il n'y a pas seulement les structures politique et administrative qui se transforment; le fondement philosophique des musées est également soumis à un changement social profond. Le boum d'après-guerre et la guerre froide donnent naissance à d'importants développements démographiques, économiques, politiques et culturels dans la plupart des pays industrialisés de l'Occident. La syndicalisation contribue à créer des classes ouvrières plus aisées bénéficiant d'un meilleur revenu et de plus de temps libre, sans mentionner de meilleures perspectives pour l'avenir. La prospérité favorise également l'explosion démographique, l'aménagement de banlieues et une croissance sans précédent du système d'enseignement public, y compris des universités à la grandeur du Canada. Ainsi, un plus grand nombre de Canadiens peuvent et sont heureusement enclins à participer aux activités culturelles.

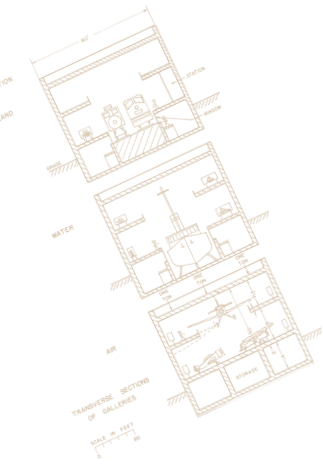
Néanmoins, la question reste entière : quels types d'activités permettraient de répondre aux besoins et aspirations des Canadiens? La Commission Massey se range clairement du côté de ce qu'un historien qualifiera d'une perception de la culture « franchement traditionnelle, élitiste et nationaliste »¹⁴. On peut en dire autant en pensant aux études menées par Sheppard et Gutheim¹⁵, qui indiquent que les musées et les autres institutions culturelles ont un rôle paternaliste : élever les goûts du public en éduquant les nouvelles masses oisives pour qu'elles puissent apprécier ce que la vie offre de plus raffiné, de l'art et de la musique jusqu'à la science et à l'histoire



En 1967, le moteur 6400 faisait son entrée dans l'édifice du Musée par la façade ouverte du côté nord de la salle des locomotives. Le Canadien National a contribué à la mise sur pied de la salle des locomotives en effectuant un don de matériel roulant. Il a également fourni du personnel et des ressources pour poser les rails et mettre en place cette collection historique. (MSTC J 1971-4)

¹⁴ Bumsted, *Peoples of Canada*, p. 390.

¹⁵ En 1965, le gouvernement fédéral demandait à Gordon Sheppard d'étudier la politique culturelle et de formuler des recommandations, y compris sur les musées. Gordon Sheppard, « A Special Report on the Cultural Policy and Activities of the Government of Canada, 1965-66 ». Entre-temps, Frederick Gutheim examinait, à la demande du même gouvernement, les plans pour un nouveau musée national. Frederick Gutheim, *The National Museum of Canada, Program Planning and Location*, rapport rédigé pour le Secrétariat d'État du Canada, novembre 1966.



en passant par la littérature. Suivant cette ligne et par la mise en valeur des réalisations canadiennes dans tous les domaines, ces institutions contribueraient aussi à contrebalancer l'influence pénétrante et éventuellement négative de la culture populaire, en particulier la culture populaire américaine.

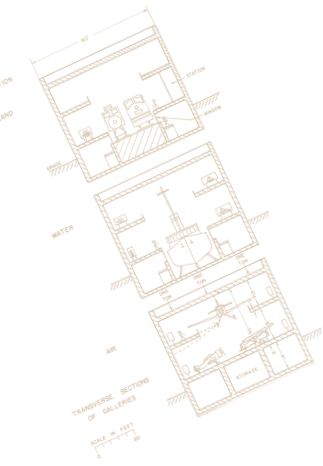
Toutefois, dans le contexte de l'effervescence sociale et politique des années 1960, bon nombre de Canadiens viennent à remettre en question le bien-fondé de cette perception de la culture et de la société. Cette période connaît l'émergence d'importants mouvements sociaux politisés qui appuient des causes comme les droits civils et les droits des femmes, et s'opposent au colonialisme et à la guerre. Souvent très critiques à l'endroit des institutions et des postulats sociopolitiques et culturels, ces mouvements et autres groupes veulent rétablir ce qu'ils perçoivent comme des déséquilibres importants du pouvoir, de la richesse et de l'influence. Plusieurs cherchent à créer une société plus égalitaire en établissant un régime politique et social davantage axé sur la participation, où les idées, les intérêts et les besoins des plus démunis, des groupes moins puissants seraient pris en compte en toute équité.

Cette remise en question du statu quo devient également apparente dans le monde universitaire.

Un nombre croissant de chercheurs en sciences humaines et sociales commencent à s'intéresser davantage aux masses qu'à l'élite. Par exemple, les historiens commencent à explorer l'histoire du travail et l'histoire sociale, et les études sur les femmes et sur les Autochtones deviennent d'importants domaines multidisciplinaires. Les chercheurs de ces disciplines étudient les contributions bien souvent inconnues, actuelles et passées, que ces groupes ont apportées dans leurs collectivités. En outre, ils examinent de quelle façon ces groupes ont été systématiquement exclus du pouvoir et de l'influence, et comment ils ont multiplié les efforts pour s'arroger certains droits fondamentaux dans leur intérêt et dans l'intérêt d'autres personnes désavantagées. Le fait que les universités prennent de l'expansion et que les Canadiens de toutes les classes et de tous les horizons y ont plus facilement accès a pour effet de légitimer et de renforcer ces tendances universitaires, comme le fait la radicalisation de la politique de campus.

Peu de gouvernements et d'institutions sont imperméables à ces puissantes forces de changement. Les musées ressentent certainement l'impact de cette rigoureuse critique sociale. Alors que bon nombre continueront de croire que la raison d'être des musées est, pour reprendre les mots du

*... le fondement
philosophique des musées est
également soumis à un
changement social profond.*



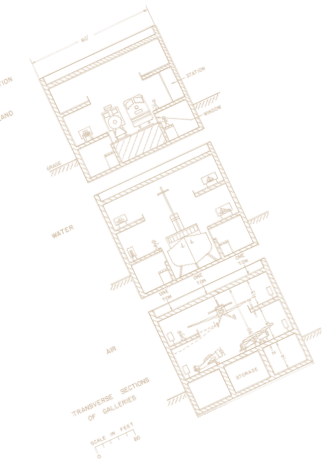
premier ministre Trudeau, « de préserver notre passé et de garantir l'éveil de notre esprit dans l'avenir »,¹⁶ d'autres commencent à mettre en question cette sagesse reçue. Ils se demandent à qui appartient le passé que préservent les musées; si l'histoire de certains groupes n'a pas été oubliée; dans quelle mesure les collections et les expositions de musée représentent avec exactitude l'expérience d'autres groupes culturels et ethniques, particulièrement les groupes non caucasiens et non occidentaux. En outre, des critiques soulèvent des inquiétudes à savoir si les musées communiquent de manière efficace avec le public. S'adressent-ils uniquement à l'élite ou atteignent-ils un plus vaste auditoire? Est-ce que les expositions et les programmes des musées obtiennent l'effet escompté, c'est-à-dire « éveiller l'esprit » des visiteurs?

Sur la scène internationale, les conservateurs, les historiens et les gestionnaires ont déjà commencé à répondre aux défis que représentent ces questions fondamentales. Dans les années 1960 et 1970, partout dans le monde, des musées sont établis et d'autres sont restructurés en fonction du domaine émergent qu'est l'histoire sociale. Autrefois passées sous silence, les histoires de travailleurs, d'immigrants, de groupes minoritaires, d'Autochtones et de leurs cultures et collectivités sont désormais accessibles et peuvent alimenter les collections, les expositions et les programmes éducatifs. Ces nouveaux éléments, de concert avec l'introduction de techniques d'interprétation et d'exposition nouvelles et dynamiques, pavent la voie à la création de certains musées très novateurs et populaires partout sur la planète¹⁷.

Dans les années 1960 et 1970 [des musées] sont restructurés en fonction du domaine émergent qu'est l'histoire sociale. Autrefois passées sous silence, les histoires [des communautés diverses] sont désormais accessibles...

¹⁶ Citation attribuée à Trudeau par Jeanne Cannizzo dans « Reading the National Collections: Museums as Cultural Texts », dans *En vue du 21^e siècle : orientation nouvelle des musées nationaux du Canada*, publié par Leslie H. Tepper (Ottawa : Musée canadien des civilisations, Collection Mercure, Direction, dossier n° 5, 1989), p. 155.

¹⁷ Il s'agissait d'une époque de grands changements et d'examen introspectif au sein de la communauté internationale des musées. Voir Kenneth Hudson, *Museums of Influence* (Cambridge: Cambridge University Press, 1987) pour une discussion des diverses expériences muséologiques entreprises dans les années 1960 et 1970.



Les exemples établis par ces nouveaux musées sont, au cours de la même période, renforcés par l'émergence de parcs thématiques historiques, de centres de science et d'autres formes d'activités éducatives et de divertissement affranchies du régime d'enseignement. Pour capter l'intérêt des visiteurs, ces lieux de présentation recourent souvent à des techniques d'interprétation dynamiques comme des expositions interactives, de l'animation et des reconstitutions. Ces innovations sont parfois utilisées parallèlement à des présentations historiques ou d'artefacts plus conventionnelles pour renforcer les histoires existantes ou pour en raconter de nouvelles. Au mieux, ces techniques permettent au personnel de faire la démonstration de processus et d'événements complexes, de présenter les collections et les structures dans un contexte plus général, de leur conférer une interprétation plus vaste et, éventuellement, d'atteindre un auditoire élargi. La popularité de bon nombre de ces lieux incitera les musées à réexaminer la façon dont ils interagissent avec le public¹⁸.

« Le musée moderne »¹⁹

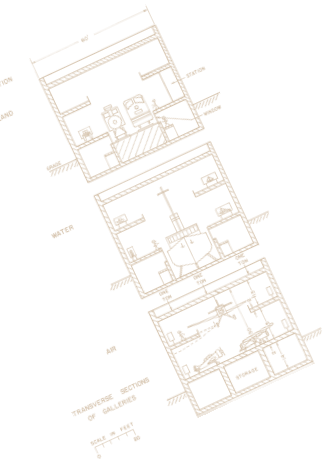
*La vision de Baird*²⁰

Par comparaison à la plupart de ses collègues du Musée national, M. Baird semble être plus sensible à l'évolution de l'environnement social et à l'incidence probable de celui-ci sur les musées. Au cours d'une présentation faite à l'assemblée annuelle de l'Association des musées canadiens en mai 1969, il fait mention du succès des centres scientifiques, de l'expansion des activités de loisirs et de la façon dont l'émergence des communications de masse crée un auditoire de mieux en mieux renseigné. Il souligne également que l'importance d'un grand nombre de recherches muséales s'est érodée de façon continue en raison de la croissance des universités et de la mise sur

¹⁸ Robyn Gillam, *Hall of Mirrors: Museums and the Canadian Public* (Banff: Banff Centre Press, 2001), p. 76-77, et Warren Leon et Roy Rosensweig, éd., *History Museums in the United States: A Critical Assessment* (Urbana: University of Chicago Press, 1989), p. xvii-xviii.

¹⁹ Il s'agissait du titre d'une communication présentée par Baird à l'assemblée annuelle de l'Association des musées canadiens en mai 1969. Les remarques de Baird découlent, en partie, de la réponse donnée à une communication présentée par Loris Russell : « Scholarly Research in Museums ». D. M. Baird, « The Modern Museum », *Museum Round-Up* 37 (janvier 1970): 34.

²⁰ Le point de vue de Baird sur le rôle des musées dans la société n'était pas entièrement nouveau. Bon nombre de personnes de la communauté muséale internationale et de la communauté des musées des sciences avaient présenté, ou présentaient, essentiellement les mêmes arguments sur le rôle changeant des musées au sein de la société et le besoin d'accorder une plus grande attention aux expositions et aux autres programmes publics. Toutes les études commandées par le gouvernement mettaient nettement l'accent sur ce thème, bien que tous aient appuyé le besoin continu de recherche comme fondement de ces activités publiques.



ped d'établissements de recherche scientifique par le gouvernement dans des secteurs cruciaux comme la faune, l'agriculture, les pêches, la foresterie et la défense. Il affirme que les musées, en particulier les musées nationaux du Canada, doivent revoir leur raison d'être à la lumière de ces nouvelles réalités. Comme il l'exprime devant son auditoire, « nous partageons désormais une tâche commune : trouver notre place dans la société moderne, justifier les fonds que nous sollicitons dans les secteurs public et privé et jouer un rôle utile que personne d'autre ne joue » [traduction]²¹.

M. Baird a déjà grandement réfléchi à ce problème et depuis, a réussi à élaborer une vision très claire du rôle approprié et de la place des musées dans la société moderne. Ses réflexions ont pris racine dans « l'objectif » exposé dans la *Loi sur les musées nationaux*, c'est-à-dire « démontrer les produits de la nature et les travaux de l'homme... de manière à promouvoir les intérêts d'un bout à l'autre du Canada et de diffuser les connaissances ». Pour lui, le mot charnière de cette phrase est « démontrer »; il est d'avis que toutes les autres fonctions de musée doivent être interprétées à la lumière de ce verbe actif. Ainsi, bien qu'il reconnaisse que les collections constituent le noyau fondamental des musées, il soutient qu'elles doivent « viser un objectif »²². Cet objectif ne fait aucun doute dans l'esprit de M. Baird : la présentation et la démonstration. Bien qu'il définisse le terme de façon assez générale pour inclure la présentation dans des domaines d'étude qui intéressent les universitaires, il accorde une importance beaucoup plus grande à la présentation publique visant « l'éducation et l'éveil de l'esprit » des visiteurs. Selon lui (ainsi que plusieurs), cette fonction cruciale a été et demeure négligée par les musées en faveur de la recherche et des activités de collectionnement²³.

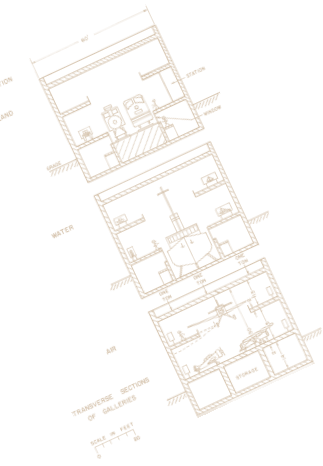


Interaction avec la technologie. Un jeune visiteur conduisant une draine, véhicule autrefois utilisé pour l'inspection des rails, 1967. (MSTC J 19477-16)

²¹ Baird, « Modern Museum », p. 34. En mentionnant les exigences relatives à la recherche, satisfaites par d'autres institutions et organismes, Baird n'a toutefois pas signalé le manque de recherches importantes sur l'histoire des sciences et de la technologie au Canada.

²² D. M. Baird, « A National Museums Policy », manuscrit non publié, 3 décembre 1968. Musée des sciences et de la technologie du Canada, dossiers du greffe A-1218-N2, p. 2.

²³ Baird, « National Museums Policy », p. 2.



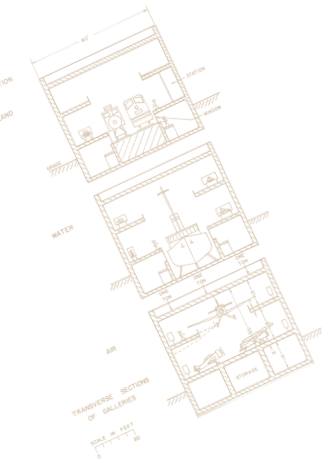
L'importance qu'accorde M. Baird à la présentation et à la démonstration constitue un écart appréciable par rapport à la pratique existante au Musée national. Les conservateurs des collections de l'histoire de l'homme et de la nature ne s'opposent pas à la présentation d'objets, mais ils souhaitent les voir exposés uniquement dans des environnements rigoureusement contrôlés comme dans des vitrines d'exposition, afin d'en assurer la protection et la préservation de manière appropriée. Les présentations libres et les démonstrations d'artefacts exposent les objets à certains risques; ces pratiques ne peuvent donc pas s'harmoniser avec les principes fondamentaux de la conservation.

En ce qui a trait à la recherche, M. Baird affirme que le moment est opportun pour les musées nationaux du Canada de rediriger leurs efforts de recherche afin de servir les fonctions primaires d'éducation du public et de présentation; en ce sens que d'autres institutions s'acquittent d'une grande part de la recherche universitaire « pure » autrefois menée par les musées. Bien qu'il reconnaisse que le personnel professionnel compétent « de tout domaine doit activement effectuer des activités de recherche et d'études savantes pour demeurer spécialiste », il soutient que tous les chercheurs muséaux doivent pouvoir et vouloir contribuer au rôle de desserte publique de leurs institutions. Ce rôle aiderait les musées à réorienter leurs activités et à distinguer les chercheurs muséaux d'autres universitaires œuvrant dans leurs domaines. De même, M. Baird est d'avis que les publications muséales doivent être distinctes des publications d'autres entités et institutions. Bien qu'il ne voie aucun problème à ce que les chercheurs muséaux produisent des articles destinés à des publications érudites, il croit que les musées doivent consacrer leurs ressources aux publications générales et populaires sur des sujets « présentant un intérêt direct pour le musée »²⁴.

Grâce à cette approche plus dirigée à l'égard de la recherche, le personnel muséal serait mieux à même « de présenter des expositions de grande qualité » ainsi que de rassembler et gérer les vastes et importantes collections qui jetteraient les bases de ces expositions. Élément tout aussi essentiel, ce personnel pourrait assurer un flux continu d'expositions nouvelles, de sorte qu'un plus grand nombre de sujets pourraient être présentés et un plus grand nombre de visiteurs seraient enclins à revenir sur une base régulière au lieu d'une fois tous les deux ans. Le personnel professionnel acquerrait également des connaissances et compétences qui augmenteraient sa capacité à contribuer aux différents programmes éducatifs²⁵.

²⁴ Baird, « National Museums Policy », p. 3-4, et Baird, « Modern Museum », p. 34-36.

²⁵ Baird, « Modern Museum », p. 36-37, et commentaire, p. 9.



Selon M. Baird, seules ces mesures permettraient aux musées nationaux de prendre leur nouvelle place « au cœur des rouages culturels de la société canadienne moderne ». Le personnel pourrait se concentrer sur les fonctions cruciales de protection et de documentation de l'histoire de la nation et agir comme « stimulateur de l'intérêt » à explorer ce passé. En contribuant à « étancher l'insatiable soif du public pour la connaissance de notre histoire, des ressources de notre pays, de nos origines culturelles et artistiques et de nous-mêmes en tant que membres de l'humanité » [traduction], les musées pourraient démontrer qu'ils apportent effectivement une contribution importante au bien-être du Canada comme nation. Cette raison à elle seule donne le droit, selon M. Baird, de demander au gouvernement des ressources additionnelles et de meilleures installations et de s'attendre à ce que ce dernier accède à ces demandes²⁶.

Le musée construit par Baird

M. Baird ne se contente pas de dire à ses collègues de la communauté muséale ce dont les musées ont besoin pour devenir utiles auprès des Canadiens : il leur démontre. Au moment où il prend les rennes de la nouvelle Direction des sciences et de la technologie, il met donc en pratique sa philosophie. Il commence par définir le mandat général du Musée. Afin de minimiser le chevauchement des mandats des directions de l'histoire naturelle et de l'histoire de l'homme du Musée national, il décide que les sciences physiques et toutes les technologies pourraient appartenir au territoire intellectuel du nouveau Musée des sciences et de la technologie. Dans la même veine, il évalue le rôle des centres des sciences – expliquer les principes et les procédés des sciences et de la technologie – et détermine que le nouveau Musée pourrait combler une lacune évidente de cette approche en dressant le contexte social et historique du changement technologique. Ainsi, croit-il, les visiteurs comprendraient mieux les choix qu'ils pourraient être appelés à faire à l'égard des technologies actuelles comme l'énergie nucléaire²⁷.

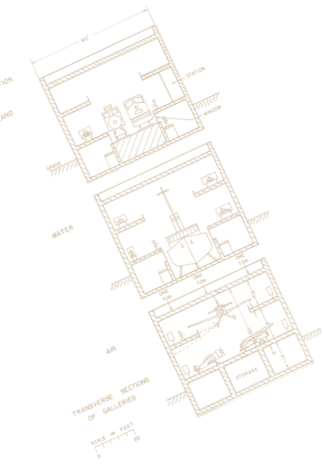


Donner vie à des expositions classiques. Thomas Appleton, historien du ministère des Transports, renseigne Mary Smialowski, guide et éducatrice, sur le SS *Arctic*. (MSTC 71-9069)

C'est dans ce cadre contextuel que M. Baird élabore deux plans. Son plan initial doit être très pragmatique et permettre au Musée d'ouvrir ses portes en 1967. Par ailleurs, sa stratégie à plus

²⁶ Baird, « Modern Museum », p. 36-37.

²⁷ Entrevue avec Baird, bande n° 0338.



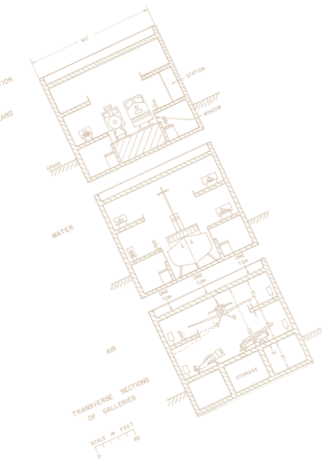
long terme vise à faire du nouveau Musée une institution véritablement complète qui couvrirait l'ensemble des domaines qui touchent l'histoire canadienne et les Canadiens. Il semble reconnaître que l'approche la plus efficace consiste à élaborer un plan à court terme qui, dans la mesure du possible, jetterait les bases de l'élargissement et de la réalisation à venir du nouveau mandat ambitieux du Musée.

L'ouverture du Musée national des sciences et de la technologie à la mi-novembre 1967²⁸ marque le commencement d'une nouvelle époque pour les musées canadiens. Ce jour-là, le nouveau Musée accueille les visiteurs avec non moins de 16 expositions différentes. Comme prévu, le transport réclame la part du lion de l'aire d'exposition alors que sept locomotives à vapeur ainsi que cinq aéronefs²⁹ et un certain nombre de voitures, d'automobiles et de wagons de chemin de fer sont exposés³⁰. Y figurent également des moteurs d'avion et des modèles réduits de bateaux et d'aéronefs. L'agriculture est représentée par une exposition relativement importante d'équipements de labourage, de travail du sol et de récolte, pour ne nommer que ceux-là. Plusieurs de ces expositions sont élaborées à partir d'objets considérés alors comme les plus rares et les plus importants de la collection, y compris la locomotive 6400 de Chemins de fer nationaux du Canada, l'aéronef de McDowell de 1910 et un camion-incendie Amoskeag qui aurait été utilisé dans le grand incendie de 1900 à Hull, au Québec. Les visiteurs peuvent également voir de petites expositions sur la météorologie, l'énergie atomique, l'arpentage, les communications et l'astronomie.

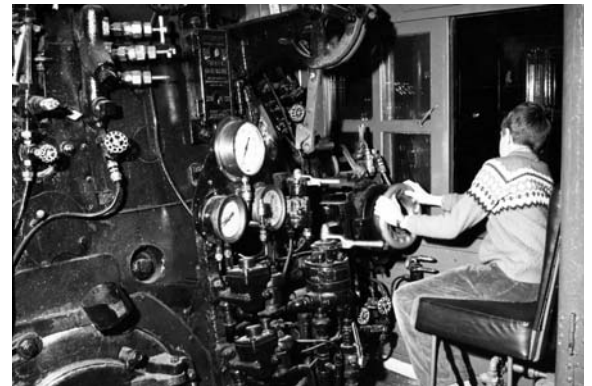
²⁸ Le communiqué de presse officiel est daté du 15 novembre 1967, 19 h 30, mais il semble que les portes n'aient été ouvertes au public pour la première fois que le lendemain. Le Musée national du Canada, « National Museum News », communiqué de presse NM 407. Documents du Musée des sciences et de la technologie du Canada, divers.

²⁹ En 1964, trois importantes collections d'aéronefs du gouvernement du Canada – du Musée canadien de la guerre, de l'Aviation royale du Canada et du Musée national de l'aviation – ont été réunies pour former la Collection nationale de l'aéronautique. En 1966, le gouvernement a intégré cette collection à la nouvelle Direction des sciences et de la technologie du Musée national. La collection était conservée dans deux hangars de deux installations du ministère de la Défense nationale : Uplands et Rockcliffe. Le coût de l'entreposage s'élevait à quelque 60 000 \$ par année. Pour faire des économies et trouver de l'espace supplémentaire, Baird a proposé de déplacer cette partie de la collection à l'édifice Morrison-Lamothe, jusqu'à ce qu'un musée de l'aviation adéquat puisse être construit à Rockcliffe. La construction du Musée national de l'aviation n'a été achevée qu'en 1988, bien longtemps après le départ de Baird du Musée.

³⁰ Durant les rénovations initiales de l'édifice, il a fallu planifier la section devenue l'aire des locomotives, afin de créer un espace supplémentaire intérieur pour exposer ces gros véhicules. Entrevue avec John Corby, 15 septembre 2003.

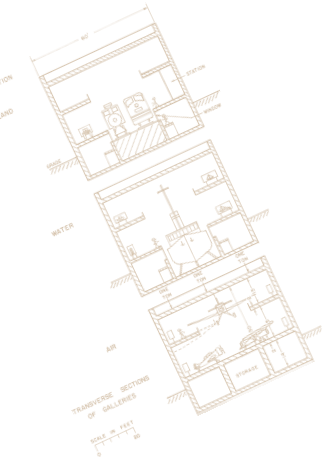


Le nombre d'expositions différentes n'est pas le seul ni le plus important aspect qui distingue le Musée national des sciences et de la technologie de la plupart des autres musées contemporains. En fait, les visiteurs découvrent immédiatement que les moyens de présentation eux-mêmes sont différents. Suivant l'exemple d'autres musées de sciences et de la technologie dans le monde, en particulier le Museum of Science and Industry de Chicago, M. Baird accorde une grande importance à la participation des visiteurs³¹. Ainsi, bien que les artefacts demeurent le point central de la plupart des expositions, il est essentiel qu'ils soient exposés de façon active, novatrice et intéressante. Les vitrines de présentation, les rambarde et les affiches « Ne pas toucher » n'y sont plus pour la plupart. Elles sont remplacées par des artefacts fonctionnels que les visiteurs peuvent observer de près, voire toucher, ou des artefacts sur lesquels ils peuvent monter. Quand l'accès aux objets est interdit, l'affiche indique « Vous pouvez monter sur certains objets mais pas sur moi ». En plus du texte, les visiteurs trouvent des présentations interactives sollicitant leur participation à un jeu-questionnaire ou à une expérience qui explique un principe ou un procédé essentiel de



Exemple de l'approche de présentation adoptée par le Musée pour ses expositions. Cette ouverture a toutefois un prix. Au fil du temps, plusieurs jauges et autres pièces amovibles de la cabine de cette locomotive ont été volées par des visiteurs. (MSTC J 1950-4)

³¹ Dans une entrevue réalisée peu après l'ouverture du Musée, Baird a expliqué son approche en matière d'interprétation. Les musées, soutenait-il, ont un important rôle éducatif à jouer, et pour y arriver, ils doivent être des endroits passionnants, où se combinent plaisir et apprentissage et où il y a communication avec le public. Pour satisfaire cet objectif, les musées doivent encourager et faciliter le maximum de participation parmi tous les visiteurs. Commentaire, p. 9. Les musées des sciences et de la technologie avaient une tradition de démonstrations éducatives remontant au moins aussi loin que le début du XX^e siècle, lorsque plusieurs musées ont commencé à utiliser cette méthode pour expliquer le fonctionnement des technologies. Le Science Museum de Londres, le Deutsches Museum et le Technisches Museum de Vienne figuraient parmi les pionniers. Dans les années 1930, le Palais de la découverte à Paris et le Museum of Science and Industry de Chicago ont poussé un peu plus loin ces méthodes en faisant en sorte que les visiteurs passent de simples observateurs à acteurs, en les mettant au centre des expositions, et en les « intégrant au spectacle », ce que le directeur d'alors du musée de Chicago appelait la « participation pratique ». Hudson, *Museums of Influence*, p. 91-104. Au Canada, J. H. Parkin et le comité de soutien du Musée ont souligné l'importance de ces exemples et ont fortement suggéré qu'un nouveau musée canadien adopte une approche d'interprétation et de participation active semblable.



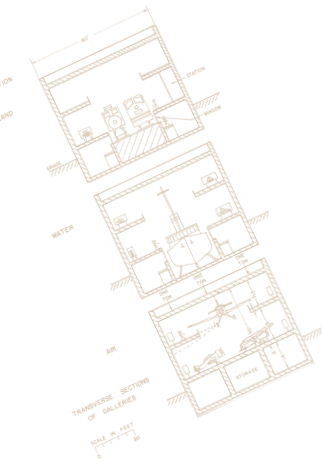
la technologie³². L'objectif est de rendre accessible la technologie, d'en favoriser la compréhension et le respect, parfois d'inspirer l'admiration, mais jamais d'intimider ou d'aliéner le visiteur en rendant les éléments inutilement complexes ou obscurs.

Dans sa forme initiale, le Musée national des sciences et de la technologie est loin d'être élaboré; les contraintes budgétaires, le personnel en place de même que l'échéancier serré avant l'ouverture ne permettent pas la mise sur pied d'expositions coûteuses et élaborées. Cependant, une fois l'institution ouverte, M. Baird commence à mettre en œuvre un deuxième plan à plus long terme. Ce plan prévoit une structure organisationnelle et une culture différentes de celles des autres directions du Musée national. Comme dans d'autres musées, M. Baird veut que les conservateurs couvrent les domaines importants de l'histoire scientifique et technologique. Il croit que le Musée national des sciences et de la technologie nécessitera éventuellement une vingtaine de conservateurs de même que plusieurs adjoints pour s'occuper des 16 principaux secteurs qu'il a répertoriés³³.

Contrairement à d'autres directeurs de musée, M. Baird ne recherche pas des personnes qui possèdent une formation ou un bagage de connaissances en histoire et en conservation. Il recherche plutôt des candidats qui ont une expérience technique et des habiletés pratiques. M. Baird s'éloigne encore davantage de la pratique établie du Musée national en voulant mettre sur pied une importante division des services techniques au sein de l'institution. Bien qu'il ait mis à contribution le personnel de la Direction des services communs du Musée national pour concevoir et monter les premières expositions du Musée national des sciences et de la technologie, M. Baird ne veut pas compter sur ce personnel dans l'avenir. Un autre élément d'égale importance est la capacité de restauration, une autre caractéristique qui distingue le nouveau Musée des autres

³² Cette description générale est tirée de diverses sources, y compris deux des premières brochures décrivant les expositions, du communiqué de presse du Musée national du Canada, 15 novembre 1967, et d'une entrevue avec Baird, bande n° 0336. Certaines des photos qui figurent dans les brochures donnent une idée de l'aspect clairsemé de certaines expositions.

³³ Il est difficile de déterminer avec exactitude le nombre de conservateurs que Baird souhaitait employer. Dans une note de service qu'il a envoyée à Steele le 25 janvier 1967, il mentionne le chiffre sept comme estimation des locaux à bureaux requis pour héberger le personnel dans l'édifice Morrison-Lamothe. Il semble toutefois s'agir d'une estimation purement pragmatique de ce qui semblait raisonnable à cette époque. D'autres documents, ultérieurs, comme le rapport Swann de 1978 qui fixe à 20 le nombre d'employés nécessaires, offrent un plan bien plus cohérent et systématique pour le Musée, qui prévoit beaucoup plus de conservateurs et d'adjoints. Peter Swann, « Report on a New National Museum of Science and Technology », rapport non publié préparé par les Musées nationaux du Canada, mars 1978, p. 40.



musées nationaux. M. Baird veut que les artefacts soient exposés de manière inhabituelle, originale et instructive, ce qui signifie souvent la réparation, la restauration, la modification ou l'adaptation des artefacts.

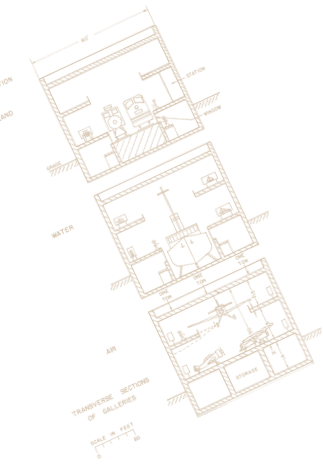
Certaines fonctions au sein du nouveau Musée sont plus conformes à la pratique établie du Musée national. Le bureau de l'archiviste s'occupe du catalogage, de la surveillance, du stockage et du déplacement de la collection d'artefacts. La bibliothèque acquiert des livres et d'autres documents qui soutiennent la collection et les programmes publics.

Malheureusement, en raison de contraintes financières et de changements dans les priorités et les politiques gouvernementales, l'ambitieux plan à long terme de M. Baird pour le nouveau Musée doit être freiné, reporté et mis de côté presque dès le commencement. En 1967, le Musée annonce l'ouverture de cinq postes de conservateurs dans les domaines suivants : transports terrestres, technologie des communications, technologie minière, technologie industrielle et technologie agricole³⁴. Parmi les nombreux candidats aux postes de conservateur, un seul dit posséder une expérience de travail dans un musée. Tous ont reçu une formation technique; plusieurs sont ingénieurs, et ils ont pour la plupart déjà des carrières bien établies.



Compte tenu de la nature technique de sa collection et de sa volonté de présenter de nombreux artefacts, le Musée avait besoin d'un vaste bassin de techniciens hautement qualifiés. Ici, les techniciens installent le télescope qu'ils ont d'abord descendu par le toit du dôme de l'observatoire. Frank Askew (à droite), constructeur d'instruments, avait comme tâche principale l'entretien du télescope. (MSTC 75-639)

³⁴ Affichage de poste pour la Commission de la fonction publique, Concours n° 67-2153. Dossier historique du directeur, Division de la conservation. L'affiche indiquait un diplôme universitaire comme compétence ainsi que plusieurs années d'expérience et de responsabilités croissantes dans l'un des domaines de spécialisation susmentionnés. Les candidats ayant une combinaison acceptable d'études et d'expérience seraient également retenus. L'affiche mentionnait aussi un vif intérêt pour l'enseignement public et les pratiques muséales modernes, mais il était difficile de comprendre la signification exacte de cette dernière compétence. Cette approche en matière de dotation correspondait à la pratique établie dans la plupart des musées des sciences durant cette période. Bon nombre ont adopté cette approche parce qu'elle appuyait leurs solides traditions et mandats éducatifs, mais elle était renforcée et perpétuée par le manque de traditions liées à l'enseignement et aux services de professionnels de la conservation de l'histoire des sciences et de la technologie. Voir Bernard S. Finn, « The Science Museum Today », *Technology and Culture* 6, n° 1 (hiver 1965).



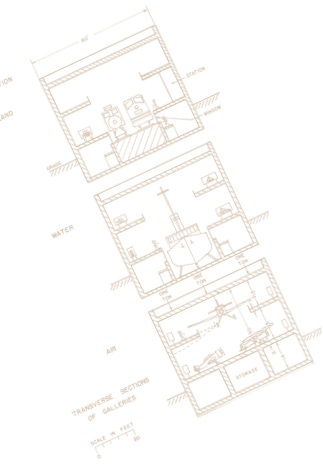
À la fin de 1967, le jury de sélection avait doté trois des cinq postes. John Corby, auparavant affecté au Conseil national de recherches, est devenu le conservateur de la technologie industrielle. Ernest DeCoste a quitté Bell Canada pour s'occuper de la technologie des communications et Tom Brown, qui a travaillé pour le gouvernement de l'Ontario, est maintenant conservateur de la technologie agricole. En outre, environ à la même époque, Robert Bradford, qui agissait en qualité de conservateur par intérim de l'aviation et de l'espace depuis le départ de Ken Molson, est nommé conservateur. Cette première série de nominations pavera la voie au recrutement de conservateurs jusqu'au milieu des années 1980.

Au début de 1968, alors que le Musée se trouve encore en plein processus de recrutement pour doter les postes de conservateur, le gouvernement impose un gel du recrutement. Les deux postes qui ne sont pas encore dotés, conservateur de la technologie minière et conservateur des transports terrestres, sont laissés vacants et aucun nouveau poste n'est annoncé³⁵. Pour combler ces postes et autres manques, M. Baird nomme John Dost en tant que conservateur intérimaire responsable de la technologie en général. Il répartit ensuite les domaines de conservation, assumant lui-même la responsabilité de huit domaines, dont deux conjointement avec John Dost, responsable de cinq autres domaines. Chacun des autres conservateurs se voit investi de la responsabilité de deux ou trois domaines de conservation. La répartition initiale, qui changera au fil des ans,³⁶ est la suivante :

- Tom Brown : technologie agricole, pêches et foresterie
- John Corby : technologie industrielle, pâtes et papier et technologie énergétique (sauf la génération et la transmission de l'énergie électrique et atomique)
- Ernest DeCoste : technologie des communications, mathématiques et électronique du domaine médical
- Robert Bradford : transport aérien, fusées et avions à réaction

³⁵ Entrevue avec John Corby, 18 février 2003, et compte rendu de la réunion du personnel du 14 mars 1968, Musée national des sciences et de la technologie.

³⁶ Le transport terrestre a éventuellement été réparti : Corby s'occupait des chemins de fer, DeCoste, des automobiles, Brown, des véhicules à traction animale, et Geoffrey Rider, des bicyclettes.



- D. M. Baird : astronomie, chimie, science de la protection contre les incendies, transports terrestres, technologie marine (partagée), technologie minière (partagée), physique, exploration et arpentage
- John Dost : énergie atomique, technologie médicale, génération et transmission de l'énergie électrique, technologie minière (partagée) et technologie marine (partagée)³⁷

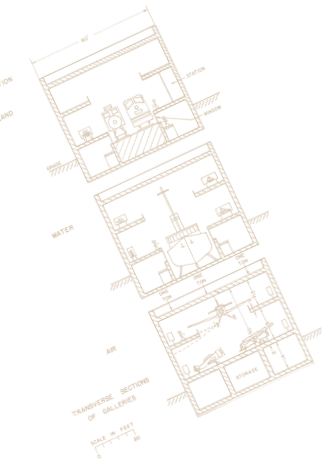
À l'époque, le personnel percevait probablement cette répartition comme une mesure provisoire qui deviendra inutile lorsque prendra fin le gel du recrutement. Toutefois, il s'avère que le Musée continue de manière chronique à manquer de personnel, particulièrement en comparaison avec d'autres musées nationaux. Certains domaines clés doivent se contenter d'un effectif réduit pour continuer leurs activités. Par exemple, aucun nouveau poste de conservateur ne sera annoncé et ouvert avant la fin des années 1980, lorsque le poste de conservateur du transport terrestre est finalement doté. Quand la section de la conservation s'adjoint un effectif additionnel, celui-ci est bien souvent composé de nouveaux subalternes et recrutés par voie indirecte. En dépit du gel du recrutement encore en vigueur en 1968, M. Baird réussit à recruter deux techniciens et un conservateur adjoint, Fred Shortt, pour la division de l'espace et de l'aviation. Le gouvernement semble avoir reconnu que le transfert de la Collection nationale de l'aéronautique au Musée justifie une exception. En outre, le gouvernement permet au Musée de recruter un archiviste pour administrer l'ensemble des collections³⁸.

Plus tard, M. Baird réussit à ajouter d'autres postes de conservateur, bien qu'ils soient encore de niveau subalterne. George Nicholson (1972) et Ian Jackson (1975) sont embauchés en tant qu'adjoints aux conservateurs de la technologie agricole et industrielle, respectivement. En 1974-1975, Mary Grey, l'agente d'information qui administrait le programme d'astronomie public à l'Observatoire fédéral, entre au Musée national des sciences et de la technologie en même temps que le transfert du télescope historique. Plus tard, au cours des années 1970, Geoffrey Rider, du bureau de l'archiviste où il travaillait depuis 1973, prend officiellement la responsabilité des arts graphiques et de l'impression, au départ en tant que conservateur adjoint. En 1984, il devient également responsable de la photographie et des bicyclettes³⁹.

³⁷ Compte rendu de la réunion du personnel du 10 avril 1968, Musée national des sciences et de la technologie, p. 1-2. Voir également l'organigramme de cette époque. Dans l'organigramme, J. J. Dost est désigné comme conservateur intérimaire de la technologie en général.

³⁸ Compte rendu de la réunion du personnel du 4 avril 1968, Musée national des sciences et de la technologie, p. 1.

³⁹ En tant que catalogueur, Rider était responsable de la collection d'imprimés, et utilisait le savoir acquis dans le cadre de son travail pour formuler des recommandations sur les acquisitions en technologie des arts graphiques à Baird, puis à Ron Tropea et finalement à DeCoste.



Malgré l'insistance de M. Baird à l'égard de l'importance de la fonction éducative du Musée, pendant dix ans, aucun membre du personnel permanent du Musée national des sciences et de la technologie n'est affecté à un programme éducatif. Le directeur exige plutôt que l'ensemble de son personnel contribue et participe à ces programmes. Il a également recours à des bénévoles pour compléter son personnel, et bien souvent tient un rôle de premier plan dans le processus d'entrevue et de formation. Une guide touristique d'expérience, Elizabeth (Billie) Wyles, travaillera en tant que bénévole pendant de nombreuses années avant d'être embauchée sur une base contractuelle.

Ce n'est qu'en 1978 que ce régime éducatif informel change. Le Musée recrute alors son premier chef des services éducatifs, Jim Cutting, dans le but de mettre en œuvre une approche plus systématique à l'égard des visites, des exposés et des présentations⁴⁰. En 1979, M. Cutting annonce et dote dix postes de guide sur une base contractuelle, au tarif d'environ 15 \$ par visite. M^{me} Wyles compte parmi le personnel recruté; elle aide les nouveaux guides en produisant des résumés des visites qui sont et continueront d'être offertes par les bénévoles. C'est à cette époque que Mitzi Hauser se joint à l'équipe du Musée comme guide sur une base contractuelle⁴¹.

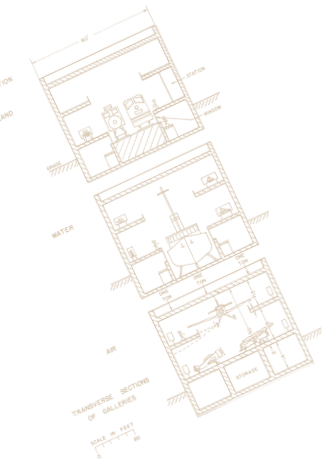


En janvier 1975, le Musée inaugurait son nouvel observatoire pour y accueillir le télescope historique de l'observatoire Dominion. Sur cette photo, Hugh Faulkner, secrétaire d'État, regarde dans le télescope. À ses côtés : Bernard Ostry, secrétaire général de la Société des musées nationaux du Canada, et Mary Grey, agente d'information devenue conservatrice en astronomie et sciences physiques. (MSTC 75-618)

D'autres secteurs du Musée ont plus de succès. En dépit de l'apparente pénurie de personne-année, M. Baird réussit en quelque sorte à atteindre son objectif d'établir une vaste capacité de prestation de services techniques au Musée. L'importance qu'il accorde aux composantes interactives et à

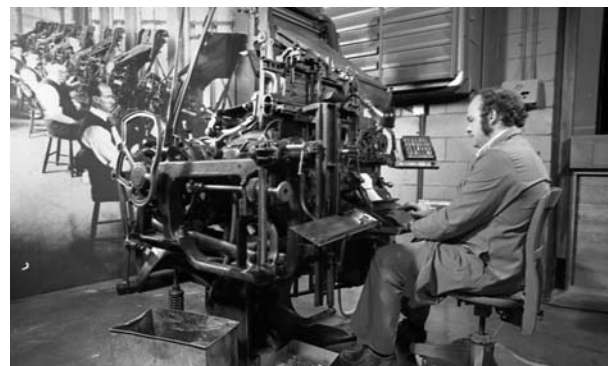
⁴⁰ Dans un ancien organigramme, il n'y a pas de case pour le volet éducatif, et les « guides » sont inclus dans un groupe fourre-tout qui comprenait les commissaires, le bibliothécaire, les commis aux dossiers et l'archiviste registraire, qui relevaient tous directement de Baird. Musée des sciences et de la technologie du Canada. Greffe n° A-1001-2. Voir D. M. Baird, « A Vital Canadian Museum of Science and Technology », document non daté rédigé par Baird pour une présentation devant le conseil d'administration des Musées nationaux du Canada, vers 1978-1979, p. 7.

⁴¹ Entrevue avec Hauser, 19 décembre 2006.



l'exposition d'artefacts, jumelée à sa détermination de changer au moins 20 pour 100 de l'espace d'exposition chaque année, est à l'origine du besoin de mettre sur pied un vaste atelier et un important effectif. M. Baird veut disposer d'un espace de travail d'au moins 42 000 mètres carrés, dont une grande partie serait accessible au public, sous forme d'expositions animées⁴². Toutefois, au départ, il se concentre sur l'établissement d'une capacité de base en désignant John Dost responsable de cette section et en recrutant un concepteur, John Arnold, ainsi que d'autres membres du personnel technique⁴³.

À la fin de sa deuxième année financière (1968-1969), le Musée compte un effectif total de 29 employés, dont huit occupent des fonctions de conservation (conservateurs, archiviste registraire, bibliothécaire, directeur). On y trouve également différents postes de soutien administratif et de secrétariat. Les autres membres du personnel œuvrent dans les services techniques. En 1977, l'effectif total s'élève à 81 employés, dont 50 postes occupés par du personnel de conception et d'exposition, des techniciens et du personnel de soutien d'atelier, soit 14 techniciens et 33 membres du personnel de soutien d'atelier ainsi que trois membres du personnel de conception et d'exposition. D'une part, cette distribution est conforme à l'importance qu'accorde M. Baird aux expositions et aux démonstrations. D'autre part, il est difficile de comprendre clairement comment il est en mesure ou pourquoi il préfère recruter dans ce secteur alors que de nombreux autres domaines importants n'ont pas de conservateur assigné, à une époque où l'on accuse des retards au chapitre du catalogage de la collection et où le volet éducatif est administré par un seul membre du personnel permanent⁴⁴.

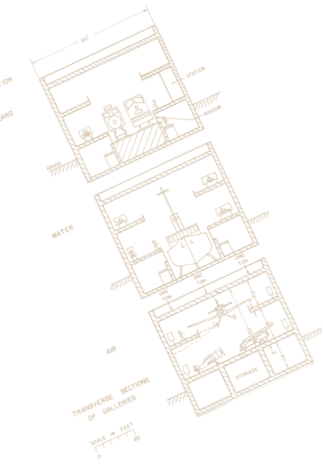


Comme tous les employés du Musée, les techniciens jouaient un rôle important dans les programmes publics. Sur cette photo datant de 1978, Ian Christopher, technologue en électronique, montre le fonctionnement de la machine Linotype dans une exposition sur l'impression. (MSTC 78-628)

⁴² Swann, « Report on a New National Museum of Science and Technology », p. 40-43, et entrevue avec Baird, bande n° 0336.

⁴³ Au nombre des premiers membres de l'équipe technique, mentionnons John Desjardins, Mel Sheldrake, Bud Wickware, Ted Murphy, Cec Murray, Art Walker, Allan McRory et Noel Petrie. Entrevues avec Geoff Rider, 19 décembre 2006, et John Corby, 21 décembre 2006.

⁴⁴ Swann, « Report on a New National Museum of Science and Technology », p. 1-4.



Les plans à long terme de M. Baird sont ralentis par la faiblesse du budget de fonctionnement. En 1968-1969, le budget total du Musée s'élève à 333 000 \$, comparativement à 2 130 000 \$ pour la Galerie nationale, 711 000 \$ pour le Musée national des sciences naturelles et 818 000 \$ pour le Musée national de l'homme. La part du Musée national des sciences et de la technologie représente un peu moins de 5 pour 100 du budget total des programmes des musées nationaux du Canada au cours de cette même année⁴⁵. À l'époque, de bonnes raisons expliquent ce déséquilibre apparent. Le Musée national des sciences et de la technologie est un tout nouveau musée pratiquement créé du jour au lendemain. Les autres musées nationaux, dont l'histoire remonte au XIX^e siècle, ont depuis longtemps établi des rôles importants pour eux-mêmes et pour leur nombreux effectif professionnel. Pour sa part, le Musée national des sciences et de la technologie vient juste de commencer à définir ses activités de base, à recruter le personnel nécessaire pour les mettre en œuvre et à solliciter les ressources requises pour les soutenir. En outre, le Musée n'a pas encore réussi à gagner le respect de la communauté muséale et certains membres s'interrogent sur l'approche de M. Baird à l'égard des musées et des activités qu'il préconise, alléguant que l'accent est exagérément mis sur le sens du spectacle au détriment du contenu⁴⁶. Outre ces crises de croissance normales, tous les musées doivent composer avec le gel du recrutement et d'autres contraintes financières imposées en 1968⁴⁷.

Même si les réalités financières et la dotation s'améliorent graduellement au cours des années 1970, le Musée national des sciences et de la technologie demeure le parent pauvre, ne comptant jamais plus que 8 pour 100 de l'effectif des musées nationaux du Canada ou 10 pour 100 du budget de ces musées⁴⁸. En 1977, le budget total du Musée national des sciences et de la technologie s'élève à 2,4 millions de dollars, dont un montant de 1,5 million est consacré aux salaires. L'enveloppe restante de 900 000 \$ doit être divisée entre les activités, les achats et autres dépenses. En 1975-1976, le nombre d'employés atteint 85, puis en 1977-1978, chute à 81. L'institution est en fait « un très modeste établissement pour un musée national qui doit répondre à un si grand nombre de besoins et de gens » [traduction]⁴⁹.

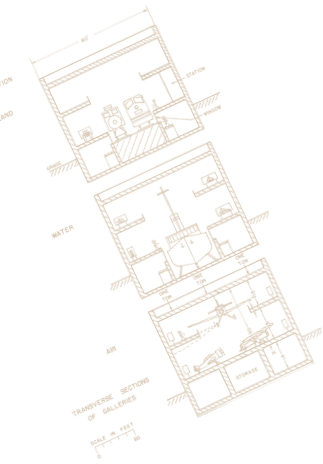
⁴⁵ Musées nationaux du Canada, « Program Forecast 1970-71 », document administratif non publié, p. 2.

⁴⁶ Entrevue avec Baird, bande n° 0336.

⁴⁷ « Program Forecast 1970-71 », p. 4. Cet auteur note certaines répercussions des restrictions imposées, y compris les heures réduites dans les musées.

⁴⁸ Entrevue avec Baird, bande n° 0338.

⁴⁹ Swann, « Report on a New National Museum of Science and Technology », p. 2.



Durant cette période, le Musée doit composer avec les limites inhérentes au manque d'expérience. Peu de membres du personnel ont œuvré dans des musées auparavant. Les conservateurs ont peu de connaissances sur le rassemblement ou l'interprétation d'artefacts. De plus, dans la plupart des domaines technologiques, ils n'ont accès qu'à un petit nombre de recherches historiques fiables pour obtenir des conseils ou de l'information. La conception d'exposition vient tout juste d'émerger de l'étape diorama et vitrine de son développement, et les expositions qui reposent sur des artefacts technologiques fonctionnels de grandes dimensions représentent des défis particuliers. En ce qui a trait à la collection, il existe peu de règles rigoureuses quant à la classification, au catalogage et à la préservation des objets technologiques et presque aucune source d'expertise dans ce domaine spécialisé. En outre, étant donné que l'idée de restauration des artefacts à des fins d'exposition est contraire à l'opinion des spécialistes de la conservation du musée traditionnel, ces spécialistes ne sont pas en mesure de fournir de l'expertise et ne seraient pas enclins à le faire même s'ils avaient les connaissances.

Chacun de ces obstacles a son importance; ensemble, ils peuvent paraître infranchissables. Par chance, les employés du Musée sont enthousiastes, résolus et très travailleurs. Ils ne passent pas beaucoup de temps à réfléchir à leurs problèmes ou à l'injustice de la situation. Ils se mettent plutôt au travail pour bâtir le meilleur musée possible avec les ressources dont ils disposent. Leur récompense : la réponse du public, qui rapidement fera du Musée national des sciences et de la technologie le musée national le plus visité.